

La parenthèse sociale va-t-elle se refermer ?

Tribune – 21 juin 2021

Pour Patrick Doutreligne, président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, la revalorisation des métiers du sanitaire et du social s'impose, à la lumière du rôle joué par ces professions lors de la crise pandémique.

La crise sanitaire qui semble s'effacer progressivement, à défaut de disparaître, a entraîné des bouleversements dans notre société et dans les attitudes politiques de nos dirigeants. Là où l'accent était mis depuis des années sur la réduction drastique des coûts du sanitaire et du social, la réponse économique du « quoi qu'il en coûte » a sans doute évité de nombreux drames concernant la santé et les conséquences sociales des mesures de confinement, d'arrêt de certaines activités et de sidération provoquée par ces événements.

Le chômage partiel, le soutien direct à certains pans de l'économie, le différé des mesures de fin d'allocation, d'expulsion locative, l'oxygène apporté à des activités arrêtées ou limitées ont permis de sauvegarder des secteurs.

L'horizon épidémique s'éclaircissant, nous ne pouvons envisager de reprendre le chemin emprunté avant cette période. Ne pas en tirer des enseignements serait irresponsable, en particulier dans les champs sanitaires, sociaux et médico-sociaux qui ont permis à notre société d'être préservée de maux plus graves. Nous ne pouvons pas imaginer que les applaudissements d'un côté, quelques mesures de rattrapage salariaux en particulier à l'hôpital, vont représenter le solde de tout compte de cette crise.

Nous ne pouvons accepter que les professions de première ligne au contact des populations, de nos aînés, des enfants en situation de détresse ou de handicap, des personnes mal-logées ou sans abri, des ménages éloignés de l'accès aux soins, des personnes fragiles, en précarité ou en carence alimentaire ne soient pas mieux reconnus par les pouvoirs publics.

Les associations regroupées dans des fédérations ou une Union (comme l'Uniopss) ont défendu ces personnes dans un esprit de solidarité, non-lucratif, bienveillant avec les plus faibles de nos concitoyens. Elles ont démontré qu'elles faisaient partie de ces invisibles essentiels, partie prenante du socle du tissu social et de sa cohésion indispensable.

DEMAIN ne peut pas être vécu comme la fin d'une parenthèse et la reprise des voies empruntées hier, considérant le social comme un mal nécessaire dans une économie axée sur le profit, la performance ou la rentabilité.

Cette reconnaissance doit passer par un effort plus conséquent vis-à-vis des rémunérations et des conditions de travail pour les métiers de la santé mais aussi pour ceux du social, de l'éducatif, de l'accompagnement des plus faibles. Il est intolérable que ce soient des travailleurs pauvres qui s'occupent des pauvres ou des personnes âgées ou en situation de handicap, à domicile ou en établissement. Le bénévolat est une force considérable pour notre pays, sa démocratie, ses valeurs mais c'est une force complémentaire au professionnalisme indispensable pour appréhender les difficultés sociales, psychologiques, éducatives d'une partie de la population.

L'action des associations et leur reconnaissance ne peuvent se résumer à quelques remerciements ponctuels ou à saluer leurs « bons sentiments ».

L'économie sans le social n'a aucun sens, autre qu'une course infinie vers des améliorations qui ne profitent qu'à ceux qui peuvent en bénéficier parce qu'ils

sont intégrés à une norme. L'essence même des associations consiste à y remédier et à générer l'intérêt du Vivre ensemble.

À l'heure d'échéances électorales majeures pour notre pays, la vision politique doit intégrer ces données que la pandémie a mises en exergue et trouver des réponses pour l'avenir de chacun. Si le « quoiqu'il en coûte » va logiquement disparaître, il ne peut esquiver l'indispensable revalorisation des métiers du sanitaire et du social au risque d'un délitement progressif de notre cohésion.

Patrick Doutreligne
Président de l'UNIOPSS